

RDC : Kinshasa et le M23 signent une feuille de route vers un accord de paix

Source AFP - Kinshasa et le groupe armé M23 soutenu par le Rwanda ont signé samedi au Qatar une feuille de route préalable à un accord de paix dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Le Qatar, les Etats-Unis et l'Union africaine sont engagés depuis plusieurs mois dans des négociations visant à mettre fin au conflit dans l'est de la RDC riche en ressources naturelles, où le M23 s'est emparé des grandes villes de Goma en janvier et Bukavu en février.

Kinshasa et le M23 avaient signé en juillet à Doha une déclaration de principe en faveur d'un "cessez-le-feu permanent", qui n'a pas mis fin aux combats, même si le front est resté relativement stable depuis le mois de mars. Samedi, les belligérants ont signé un nouvel accord, le Cadre de Doha pour un accord de paix global, lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté des responsables des deux parties, ainsi que des médiateurs américains et qatariens. Cet accord ne comporte "aucune clause contraignante" et ne modifiera pas "la situation sur le terrain", a déclaré Benjamin Mbonimpa, représentant la délégation du M23 à Doha, dans une déclaration transmise à l'AFP samedi. Le texte signé samedi contient huit "protocoles" ou chapitres consacrés aux "causes profondes du conflit" qui seront négociés "avant d'aboutir à un accord de paix global", a-t-il affirmé dans cette déclaration. Parmi ces huit protocoles, figurent notamment la libération de prisonniers par les deux parties, la surveillance du cessez-le-feu, ainsi que l'accès humanitaire aux régions de l'Est, selon les autorités congolaises. - "aucun statu quo" - Kinshasa a assuré samedi soir que "le processus engagé vise à créer, dans les plus brefs délais, les conditions d'un changement réel et mesurable pour les populations", dans un communiqué. "Aucun statu quo n'est compatible avec cet objectif de paix", ajoute le texte. Kinshasa a assuré samedi soir que "le processus engagé vise à créer, dans les plus brefs délais, les conditions d'un changement réel et mesurable pour les populations", dans un communiqué. "Aucun statu quo n'est compatible avec cet objectif de paix", ajoute le texte. Le conseiller spécial du président américain Donald Trump pour l'Afrique, Massad Boulos, a déclaré à l'AFP que la mise en œuvre de l'accord était "l'aspect le plus important" et que c'était la raison pour laquelle "de nombreux mécanismes ont été mis en place pour traiter les différents aspects de sa mise en œuvre". "Nous avons discuté de huit points de préoccupation et de huit sujets sur lesquels les deux parties se sont entendues", a précisé M. Boulos. - "point de départ" - "Ils ont signé aujourd'hui, ce qui constitue une étape majeure, mais il faut aussi considérer cela comme le point de départ de l'ensemble du processus", a-t-il ajouté. Le M23 n'a jamais reconnu ses liens avec Kigali, et clame sa volonté de renverser le régime du président congolais Felix Tshisekedi et de se maintenir dans les zones sous son contrôle. La RDC et le Rwanda avaient signé un accord de paix fin juin à Washington, mais les deux pays ont reconnu début novembre le manque de progrès et se sont engagés à "redoubler d'efforts" pour mettre en œuvre l'accord, lors d'une nouvelle rencontre dans la capitale américaine. Kinshasa réclame le retrait des troupes rwandaises de son sol. Kigali conditionne la levée de ses "mesures défensives" à la neutralisation des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), un groupe armé qu'il considère comme une "menace existentielle". Les combats ont continué ces derniers jours dans l'Est entre le M23 et l'armée congolaise appuyée par des milices locales, et les deux camps s'accusent presque quotidiennement de violer le cessez-le-feu convenu en juillet.